



# Notre programme

## Agir ensemble pour la France

[WWW.LADEMOCRATIE-ENSEMBLE.COM](http://WWW.LADEMOCRATIE-ENSEMBLE.COM)



La Démocratie Ensemble est un mouvement citoyen pour la représentation, la reconstruction, la libre expression des adhérents.

Nos idéaux sont l'écologie, l'économie, l'économie solidaire et le développement durable par l'édification d'une démocratie de responsabilité dans la vie politique nationale, européenne et internationale comme dans la vie économique, sociale, écologique, libérale et environnementale. Nous portons toutes les actions pour améliorer la vie de nos concitoyens et donnons les moyens pour agir. La Démocratie entend la voix des Citoyens pour faire la Loi, et donne la parole à la société civile. Nous travaillons avec tous ceux qui ont la soif d'améliorer notre quotidien et notre avenir.

Aujourd'hui, nous vous proposons un programme construit à la suite d'une participation citoyenne afin de répondre aux défis du prochain quinquennat 2017-2022.



### Les enjeux

#### Les principaux points de notre projet

RENFORCER L'INCLUSION DES CITOYENS À LA PRISE DE DECISION PAR LA CONCERTATION ET LA CONSULTATION PERMANENTE

NOTRE PROGRAMME EN MATIERE D'ECONOMIE ET DE POLITIQUE SOCIALE

RECONSTRUIRE LA CONFIANCE ENTRE L'ETAT ET LES CITOYENS À LA SUITE DU COVID 2019

NOS ENGAGEMENTS EN MATIERE D'ÉDUCATION, D'ÉCOLOGIE, D'ÉGALITÉ

POUR UNE FRANCE PUISSANTE DANS UNE EUROPE AGISSANTE

Retrouver la confiance entre l'Etat et les citoyens abîmée par la gestion d'une crise sociale latente depuis les Gilets jaunes ainsi que la crise sanitaire. La majorité des personnes interrogées souhaitent davantage de concertation dans la prise de décision et plus de respect des libertés publiques dans une perspective de responsabilisation et de préservation du bonheur quotidien.



## 1. Une démocratie citoyenne renouvelée

La démocratie implique que les citoyens puissent participer activement aux politiques publiques en étant impliqués et consultés régulièrement.

Les citoyens doivent pouvoir compter sur la prise en compte sur le temps long de leur santé mentale par la possibilité du bonheur collectif et individuel à tous les âges de la vie grâce à des rapports sociaux pacifiés et le respect par l'Etat des libertés publiques.

Le citoyen doit être consulté régulièrement à l'échelle nationale et locale entre les élections et exprimer ses aspirations sans attendre le conflit social.

Depuis plusieurs années, nous observons la dégradation de la confiance des Français et des Françaises dans les institutions françaises comme le démontre l'abstention grandissante durant les dernières élections.

## NOS PROPOSITIONS

- Organiser régulièrement des **consultations citoyennes** à l'échelle nationale par la création d'un référendum consultatif à l'initiative du premier ministre ;
- Mettre en place une plateforme de pétitions nationales réformée pour permettre l'interpellation plus accessible des députés sur des sujets touchant la société civile ;
- Mettre fin au pass vaccinal et réintégrer le personnel soignant suspendu pour non vaccination ;
- Mieux intégrer les personnes ayant acquis la nationalité par naturalisation par un **Pacte d'Engagement Citoyen** où l'Etat garantirait aux nouveaux citoyens l'égalité des chances et les citoyens un engagement à la l'intégration et à la transmission des valeurs républicaines ;
- Mettre en place un **référendum d'initiative citoyenne** dont les sujets ne pourraient être incompatibles avec le bloc de constitutionnalité ;
- Rendre obligatoire la formation juridique de tout nouveau membre du Conseil constitutionnel s'il n'est pas diplômé en droit public ;
- Mettre en place une **plateforme numérique de suivi des débats dans les Assemblées** et limiter les horaires du Parlement hors cas extraordinaires aux horaires de bureau (pas de lois votées à 3 heures du matin...);
- Rendre inéligible pour une durée de 5 ans toute personne condamnée définitivement pour violences conjugales ou violences sexuelles.

Notre économie est caractérisée par une forte dépendance dans le cadre d'une mondialisation où la démocratie n'est pas l'une des conditions d'accès aux marchés mondiaux. Par ailleurs, les actualités récentes ont démontré la nécessité d'assurer une certaine autosuffisance à la France et à l'Europe dans les domaines stratégiques de l'industrie, de la santé, des armements, des données, de l'alimentation, de l'électronique.



## 2. Une économie solidaire et souveraine

Notre économie doit être performante mais protégée des actes de malveillances ou des aléas internationaux. En effet, la crise du Coronavirus a démontré nos fragilités et la crise ukrainienne notre extrême vulnérabilité face aux autocraties situées à l'étranger et qui fournissent matières premières, énergies ou produits de première nécessité.

La crise du Coronavirus a appauvri de nombreux secteurs d'activité et généré une crise sociale latente qui touchera, en particulier, les personnes de la première ligne n'étant pas au fait de l'usage des outils du numérique avec une part plus importante de femmes.

Il est important de rapatrier les chaînes de production en France dans les secteurs d'activités dits essentiels ainsi qu'encourager la production intérieure ou européenne dans les autres secteurs non essentiels.

## NOS PROPOSITIONS

- Renforcer notre souveraineté numérique en favorisant le recyclage des composants électroniques sur notre sol et en construisant des solutions numériques souveraines ;
- Renforcer la formation numérique des personnes en emploi et en apprentissage ;
- Créer un fonds souverain d'investissement stratégique de réindustrialisation en partenariat avec les régions désindustrialisées de France ;
- Protéger davantage les libertés publiques nécessaires à la vie économique et sociale en démocratisant la gestion de la crise sanitaire, en la différenciant en fonction des territoires, des lieux et de l'âge afin de moins impacter la jeunesse et la population en général ;

- Ouvrir la formation au numérique de toute personne travaillant dans un secteur en voie de transformation (caissier, livreur etc; ...)
- Légiférer en matière sociale concernant les plateformes de type Uber afin de permettre une véritable prise en charge sociale des baisses d'activité ;
- Lutter contre le transfert de technologie et de propriété des infrastructures essentielles au fonctionnement du pays ;
- Instaurer une obligation de formation de 15 heures par semaine pour toutes les personnes touchant les minima sociaux afin de permettre leur insertion vers les métiers porteurs ou en tension.

L'école est le lieu de la transmission des savoirs et des principes républicains. Depuis de nombreuses années, nous observons une baisse continue des résultats de nos enfants dans le classement PISA. Il nous semble que cette baisse est le résultat d'une politique de nivellement par le bas et de pression sur les enseignants dans leur travail quotidien.



### 3. Une école à la hauteur

L'Education nationale fait l'objet depuis de nombreuses années de multiples réformes qui, pour la plupart d'entre elles, fatiguent davantage notre système éducatif qu'elles ne le renforcent. Les enseignants, les parents et les élèves attendent des choses simples : l'acquisition de compétences solides, des conditions de travail décentes et des relations simples et apaisées avec l'Etat après deux années de crise sanitaire ayant perturbé le fonctionnement de nos établissements.

Certains bâtiments et équipements sont dans un état inquiétant et doivent faire l'objet d'une politique de modernisation et de rénovation.

La crise du Coronavirus a démontré la faiblesse de notre système scolaire et la faible dotation des familles et des enseignants d'outils numériques efficaces avec une inégalité d'accès aux ordinateurs dans les logements lorsque les enfants et les parents doivent partager le même outil. L'absence parfois de manuels scolaires ayant renforcé les inégalités d'accès aux savoirs.

Le contrôle continu génère chez les élèves un stress important dans le cadre de la préparation du baccalauréat.

## NOS PROPOSITIONS

- Cesser de primariser le collège, cette politique n'a eu qu'un effet de baisse du niveau de nos établissements scolaires depuis de nombreuses années ;
- Renforcer la formation numérique des enseignants et des élèves et doter chaque enseignant en prêt tous les deux ans d'un ordinateur portable ainsi que les élèves boursiers ;
- Limiter au collège le nombre d'élèves par classe à 22 élèves et à 25 élèves au lycée ;
- Renforcer le nombre d'heures des mathématiques et du français dans le collège et au lycée ;
- Supprimer le contrôle continu sous forme d'exams afin de limiter le stress des élèves durant l'année et rendre au baccalauréat son caractère national ;
- Rénover les bâtiments vétustes et les équiper ;
- Intégrer le numérique dans le tronc commun dès la maternelle et jusqu'en terminale afin de renforcer les compétences numériques de la nation ;
- Renforcer l'employabilité des enseignants en dehors de l'Education nationale et assouplir les conditions de disponibilité ;
- Revaloriser la rémunération des enseignants en alignant la rémunération des professeurs certifiés sur les professeurs agrégés ;
- Dispenser de période de probation, de stage les professeurs certifiés réussissant l'agrégation dans leur discipline ;
- Faire prendre en charge à l'Etat les cotisations retraites des enseignants à temps partiel ayant des enfants de moins de 16 ans ;
- Lutter contre les violences par l'exclusion définitive des élèves perturbateurs récidivistes et les intégrer dans des classes spécialisées d'insertion éducative ;
- Permettre la création de classes professionnelles dès la 5ème pour les élèves décrocheurs scolaires ;
- Prévoir un statut renforcé pour les AESH et les assistants d'éducation afin d'améliorer leurs conditions de travail en limitant les temps partiels forcés ;
- Former les AESH et leur ouvrir l'équivalent d'un diplôme bac + 3 donnant accès au master 1 MEEF après 4 ans d'ancienneté dans l'Education nationale et le suivi de formations adaptées durant cette période.

L'écologie répond à la nécessité de lutter contre le dérèglement climatique, la sixième extinction (disparition en masse de la biodiversité). Celle-ci doit s'inscrire en dehors des idéologies qui n'ont rien à voir avec elle. L'écologie doit s'articuler avec nos besoins énergétiques, économiques et de souveraineté internationale comme l'a démontré la crise ukrainienne.



## 4. Une écologie énergétique

L'écologie répond à une urgence climatique et environnementale majeure (en particulier, la chute de la biodiversité).

Les gaz à effet de serre, le plastique, la pollution des eaux, des mers et des océans, la déforestation sont autant de problèmes qui risquent l'avenir de notre planète dont nous faisons partie.

L'écologie est liée à nos modes de consommation, à nos systèmes de production agricole, industriels et numériques.

Il ne reste que peu de temps avant que nous ayons atteint le point de non retour. Cependant, la transition écologique n'est pas sans coût social.

## NOS PROPOSITIONS

- Entamer un **plan de transition écologique des territoires** par la mise en place de bornes électriques et de bus nouvelle génération afin de favoriser l'usage de véhicules électriques, à hydrogène ou hybrides ;
- Faire installer sur les toits de toutes les constructions neuves de panneaux photovoltaïques et de systèmes de chauffage plus respectueux de l'environnement (pompe à chaleur etc. ) ;
- Favoriser l'**usage du bio et des produits locaux** dans la restauration collective ;
- **Financer l'innovation en matière de dépollution** des eaux et des sols et plus généralement en termes d'énergie ;
- Libérer autant que possible les moyens de production de l'usage des énergies fossiles et du gaz naturel ;
- Construire des centrales nucléaires et investir dans l'innovation pour le retraitement des déchets afin de favoriser l'**indépendance énergétique de la France** ;
- Lutter contre l'obsolescence par la mise en place d'une obligation de reconditionnement des ordinateurs et smartphones ;
- Favoriser l'économie circulaire ;
- Instaurer une **taxe carbone à la frontière de l'Union européenne** ;
- Créer une **Organisation Mondiale de l'environnement** ;
- Mettre en place un **Institut de Préservation génétique du vivant** visant à recueillir des graines et matériels génétiques des espèces afin de répondre à toute éventualité d'extinction (dont cause nucléaire).

L'égalité femmes-hommes était la grande cause du quinquennat 2017-2022 mais la crise du Coronavirus a aggravé d'un point de vue économique la situation des femmes pour des raisons liées à plusieurs facteurs : conciliation vie privée/vie professionnelle, présence des femmes dans moins de secteurs d'activité que les hommes (métiers très genrés et en nombre plus réduits), problématiques liées aux violences sexuelles et sexistes ainsi qu'à la discrimination.



## 5. Egalité femmes-hommes et lutte contre les discriminations

L'Egalité femmes-hommes est l'une des clefs de la réussite d'un pays, en particulier, d'un pays en cours de vieillissement où le nombre potentiel d'actifs diminuent. Pour que les femmes puissent s'engager davantage dans le marché de l'emploi et poursuivre des carrières complètes, il faut que la collectivité prenne mieux en charge la problématique de la garde des enfants mais aussi de l'aidance aux personnes âgées.

Les domaines du numérique et d'avenir sont trop peu investis par les femmes.

La société doit lutter contre les violences sexuelles et sexistes faites aux femmes dans la sphère privée, dans les transports en commun mais aussi au travail, dans les études.

La lutte contre la discrimination doit prendre en compte d'autres discriminations tels que l'agisme, le racisme, le handicap ainsi que des situations de précarisation : situation de monoparentalité, retraite incomplète du fait des carrières hachées des femmes.

## NOS PROPOSITIONS

- Favoriser la mixité des métiers par la mise en place de quotas mixité dans les secteurs du numérique, en intégrant le numérique dans le tronc commun jusqu'en terminale, en entamant un travail autour des rôles modèles dans les manuels et les forums des métiers ;
- Créer des tribunaux spécialisés et former spécifiquement aux violences faites aux femmes les magistrats y officiant ;
- Instaurer un **Grand Plan Crèche** afin que chaque famille puisse avoir une place ;
- Défisicaliser des pensions alimentaires perçues et désinscription de celles-ci du revenu de référence afin d'éviter la perte des allocations ;
- Entamer une réflexion autour de la revalorisation de la retraite des femmes et l'insertion pro des femmes senior ;
- Généraliser la prise des plaintes hors les murs ;
- **Augmenter le budget de lutte contre les violences faites aux femmes à au moins un milliard d'euros par an ;**

- Intégrer dans les programmes l'histoire des droits des femmes, des régentes de France et des femmes remarquables ;
- Mettre en place des critères d'ega-conditionnalité aux financements publics dans tous les domaines y compris de la culture et de la création d'entreprise ;
- Lutter contre les biais de genre dans l'Intelligence artificielle et les algorithmes en missionnant l'Arcom ;
- Favoriser l'égalité politique en renforçant la **parité** ;
- Négocier l'équité salariale avec toutes les branches d'activité ;
- Ouvrir une réflexion sur la valorisation retraite du temps partiel subi des femmes ;
- Investir davantage dans la santé des femmes, en particulier, l'endométriose, la ménopause et les cancers ;
- Lutter contre le revenge porn et le cyber harcèlement ;
- Former aux biais de genre tous les managers et cadres ;
- Rendre obligatoire le congé paternité et revaloriser les congés parentaux en les couplant avec une formation.

La crise ukrainienne traduit une tension latente entre le bloc occidental et ceux qui en contestent le leadership, en particulier, la Russie de Vladimir Poutine qui se rêve comme successeur de l'URSS et veut mettre au pas l'Union européenne et surtout les Etats-Unis.

Cette situation est probablement due à la politique isolationniste des Etats-Unis depuis l'ère Obama ayant cherché le pivot vers l'Asie. Le recul américain en Syrie et la débâcle d'Afghanistan ont écorné la crédibilité américaine et ouvert de nombreux appétits....



## 6. Europe, défense et relations internationales

Au jeu des grandes puissances, depuis 1945, la France semble prise dans un étau entre les revendications des USA, de la Chine, de la Russie. Nous observons le recul des pays européens depuis la première guerre mondiale et surtout depuis la seconde dont la crise du canal de Suez fut l'exemple le plus flagrant d'un déclassement anglais et français.

Le Brexit a laissé l'Union européenne avec un seul membre disposant d'un siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU et de l'arme atomique.

La situation économique de la France, des choix préoccupants ayant accrus sa dépendance aux technologies américaines et maintenance associée, la faiblesse en matière numérique font que la France se doit de naviguer à vue dans un contexte international troublé.

## NOS PROPOSITIONS

- L'Union européenne doit posséder ses propres forces réellement dissuasives afin d'être moins dépendante de l'OTAN : une armée européenne doit être créée ;
- Compte tenu des menaces qui pèsent sur la paix en Europe, un service militaire obligatoire pour les femmes et les hommes de deux mois après le baccalauréat sera organisé. Le but étant de permettre l'apprentissage du maniement des armes ;
- Un renforcement de nos moyens technologiques en matière numérique sera voté afin que la France soit dotée d'infrastructures suffisantes en matière de données ;
- Le RGPD sera réformé afin de soutenir la souveraineté numérique de l'Union européenne et surtout de la France ;
- Doter la France d'abris anti-atomiques en quantité suffisante pour répondre à une menace sur sa sécurité ;
- Repenser les relations UE-Etats voisins-Russie afin de préserver la paix et le développement économique pour tous les pays du continent ;
- Sécuriser nos positions indo-pacifiques en relançant notre industrie navale et nos capacités de projection ;
- Entamer une réflexion autour de l'autonomie stratégique de la France et de l'UE en matière de défense, en particulier, concernant le matériel d'armement ;
- Renforcer nos moyens en termes de satellites militaires, de drones et de moyens de guidage autonome de troupes au sol afin de diminuer notre dépendance ;
- Mettre en place une réflexion autour de la relation France- Afrique afin de construire davantage de liens économiques et culturels ;
- Mettre en place une politique de formation et d'intégration des réfugiés par l'Union européenne afin de partager les coûts des crises migratoires sur le sol européen ;
- Sécuriser la participation de l'Allemagne aux efforts de défense européenne y compris sur des opérations extérieures ;
- Imposer la construction des armes européennes sur le sol européen dans le cadre de notre indépendance.

La France possède une variété de territoires et de terroirs. L'aménagement du territoire est au coeur de l'égalité des chances.

La ville, la campagne, les quartiers sont autant de lieu de vie, de convergence, de passage, de mouvements démographiques.



## 7. Territoire, ruralité et quartiers

L'inégalité territoriale est l'une des premières causes de l'inégalité des chances en France en matière d'opportunités d'emplois, d'études, de mobilité et de loisirs. La promiscuité dans le logement étant d'ailleurs l'une des causes du décrochage scolaire.

De nombreuses personnes issues de la ruralité abandonnent leurs études faute de pouvoir suivre financièrement et émotionnellement dans ville loin de chez eux et de leurs soutiens familiaux et amicaux.

Certains quartiers et villes de France se dégradent depuis de nombreuses années d'un point de vue esthétique, de la perte des petits commerces, des services publics y compris de la santé. Les problématiques liées à l'insécurité, au séparatisme et aux trafics peut, par ailleurs, s'ajouter par endroit à d'autres problèmes locaux.

Enfin, les défis du numérique avec l'existence de zones blanches, ou de la transition écologique concernant des non sens en matière de transport et d'accessibilité ne peuvent rester sans réponse.

## NOS PROPOSITIONS

- Créer un **service public local** de mise à disposition de commerce de proximité sous la forme de coopératives associatives offrant des opportunités d'emplois aux personnes en réinsertion sociale et aux étudiants. Les zones ciblées seraient les quartiers en déshérence et la grande ruralité ;
- **Création d'antennes e-campus** dans chaque ville de plus de **5000 habitants** reliés aux universités du département. Ceci afin de permettre aux étudiants ruraux de pouvoir se retrouver et étudier à distance grâce au numérique ;
- Création d'une **banque sociale** pour les personnes en situation de pauvreté et des classes moyennes ayant un projet entrepreneurial. Il s'agirait de financer sous la forme de micro-crédit les projets de personnes qui sinon ne trouveraient pas de tels crédits (ex. caissier etc.) ;
- **Prise en charge à 100% des frais de transport domicile travail** par l'employeur (au lieu de 50%) ;
- **Lutter contre les déserts médicaux** par la mise en place de zones franches médicales et d'une obligation d'une maternité à une demi-heure maximum de chaque village ;

- Une **réflexion autour des cautions pour la location de logements** plus spacieux pour les familles nombreuses, les familles monoparentales ou les classes moyennes ne pouvant accéder aux logements sociaux serait ouverte ;
- **Création d'une caution entrepreneuriale** pour les personnes souhaitant ouvrir un commerce dans les zones en déshérence ou pour les personnes en insertion sociale ;
- **Mise en place de lignes de bus inter-villages et inter-villes** pour les zones où il n'existe pas de lignes de train. Utilisation possible par les parents de la ligne scolaire, en particulier, les femmes ;
- **Création d'une brigade esthétique de la ville** luttant contre les graffitis, le remplacement du mobiliers historiques (cf. saccage Paris) et pour la réparation des panneaux ;
- **Renforcer notre autonomie alimentaire** en soutenant plus efficacement nos agriculteurs et nos produits locaux ;
- **Créer un festival de la ruralité et de l'artisanat** décliné à l'échelle locale avec un week-end dédié.

La délinquance, les violences dans les transports, l'occupation des parcs par les trafics variés participent à alimenter le sentiment d'insécurité de façon globale dans la population.

Les femmes sont davantage victimes de violences verbales, de harcèlement dans les transports, de violences sexuelles et sexistes. Les attaques à la piquette de produits chimiques divers ou leur diffusion dans les verres en boîte de nuit sont une nouvelle source d'inquiétude pour les femmes.



## 8. Sécurité au quotidien

La sécurité doit être pensée au bénéfice de chacun et chacune. Il est important de noter que beaucoup de moyens sont alloués à la lutte contre le trafic de drogue, la délinquance et les incivilités routières.

Certains quartiers sont des zones de non-droits avec une difficulté d'accès pour les représentants de l'ordre, une absence de mixité sociale et de services judiciaires de proximité.

La sécurité au quotidien c'est aussi ne pas être injurié, inquiété, en particulier, lorsque l'on est une femme, que l'on veut utiliser les transports en commun, sortir le soir, rentrer chez soi.

La sécurité, c'est aussi savoir que les violences et les incivilités ne demeurent pas impunies. Il existe donc la nécessité d'allouer correctement les services de police et de gendarmerie, d'investir dans la surveillance des zones dites chaudes en matière de sécurité.

## NOS PROPOSITIONS

- **Dépénaliser le cannabis** et donner le droit au bar tabac disposant d'une licence spéciale de le vendre dans certaines zones avec une taxation adaptée dont les produits iraient à la création de centres de désintoxication. Ceci permettrait la réallocation des ressources policières vers d'autres missions ;
- Mettre en place de **brigades spécialisées dans la lutte contre les violences intra familiales** (en lien avec les juridictions spécialisées) financé par le budget d'un milliard d'euros au minimum par an pour la lutte contre les violences sexuelles et sexistes ;
- Adopter une **réglementation spécifique sur les bars et boîtes de nuit** afin de permettre la fouille anti-aiguille à l'entrée et la mise en place de l'obligation de couverture des verres ;
- Installer des **caméras dans tous les transports en commun, au niveau des arrêts** et repenser les éclairages publics pour sécuriser les lieux d'attente et de passage ;

- Installation d'un commissariat dans les zones de non droits accompagné de la mise en place de davantage de caméras de surveillance ;
- Obligation de la mise en place d'un **gardien et personnel de sécurité dans chaque bâtiment (tour) de logements sociaux** par les bailleurs ;
- **Lutte contre le séparatisme** par l'interdiction des magasins de produits de radicalisation et la lutte contre les salles de prières hors lieux de culte. Interdiction du voilement des fillettes y compris dans les écoles privées ;
- Mise en place d'une obligation de quota minimum de femmes dans les activités associatives financées par la ville afin de lutter contre les zones de non mixité et de ségrégation sexuelle ;
- Augmentation des places en prison en lien avec une rééducation sociale et l'obligation du déménagement pour les auteurs de violences sexuelles et sexistes.

